



REGION  
OF WESTERN  
GREECE  
*Full of contrast!*

**Candidature du président de la région de Grèce-Occidentale,  
monsieur Apostolos Katsifaras, à la présidence de la  
Commission Interméditerranéenne (CIM) de la Conférence  
des régions périphériques maritimes (CRPM)  
DÉCLARATION D'INTENTIONS POUR LE MANDAT 2016-2018**

Par ses caractéristiques particulières et son passé, le bassin méditerranéen, espace vaste et complexe, est le berceau de la civilisation occidentale.

Géographiquement, c'est un monde en miniature. La Méditerranée est une mer intérieure dont les rives offrent tous les types de relief et de climat, des déserts sauvages aux plaines fertiles et des îles et mers mineures aux hautes montagnes. Elle est aussi le carrefour de trois continents : Europe, Asie et Afrique.

Historiquement, elle est le point de rencontre de quelques-unes des plus grandes cultures, le champ de bataille des peuples et des nations, et le foyer de trois grandes religions.

Les pays du pourtour méditerranéen sont indéniablement liés par l'eau, la géographie, l'histoire et la culture et, depuis des siècles, ces pays voient la Méditerranée non seulement comme une mer commune aux précieuses ressources, mais également comme un moyen de communication, d'interconnexion, d'échanges et de coopération.

D'un point de vue historique, géographique, économique, écologique ou social, les interactions entre les pays ont toujours été l'une des caractéristiques essentielles du bassin méditerranéen, et la région méditerranéenne revêt une importance stratégique capitale en termes politiques, économiques, environnementaux ou sociaux.

La Commission Interméditerranéenne (CIM) de la Conférence des régions périphériques maritimes (CRPM) joue un rôle actif, substantiel et moteur dans la région, en promouvant la convergence vers l'espace méditerranéen et l'intérêt qui lui est porté, à travers le dialogue politique, des actions concrètes, des programmes et des synergies dans tous les secteurs.

Dans ce contexte, j'exprime ma volonté de poursuivre le brillant travail accompli par les précédentes présidences de la CIM et je présente ma candidature à la présidence de la CIM pour la période 2016-2018, en ma qualité de président de la région de Grèce-Occidentale, en étroite collaboration avec mon adjoint aux affaires européennes et internationales, et avec le soutien de l'équipe et des services de la région.

La région de Grèce-Occidentale est fortement liée au bassin méditerranéen et profondément attachée à sa dimension maritime et sa perspective macrorégionale.

Depuis sa constitution en tant qu'administration régionale, en janvier 2011 (après la grande réforme



REGION  
OF WESTERN  
GREECE  
*full of contrast!*

administrative qui a remplacé en Grèce les gouvernements provinciaux par des gouvernements régionaux élus), la région de Grèce-Occidentale est un acteur impliqué dans l'Union européenne et un ardent promoteur du rôle déterminant de la CRPM et de la CIM.

Durant le mandat 2012-2014, elle a assumé la vice-présidence de la CIM et accueilli la réunion du Bureau politique de la CIM à Patras, en mars 2014.

Dans le Bureau sortant de la CIM, la région de Grèce-Occidentale a tenu le rôle de vice-président et depuis octobre 2015, elle est le représentant *pro tempore* de la CIM auprès de la Commission ARLEM du Comité des régions. Elle a fortement soutenu toutes les initiatives brillamment assumées par la CIM.

L'admirable travail accompli par les précédentes présidences de la Catalogne et de PACA établit une base concrète pour les défis et les opportunités sur lesquels je souhaiterais porter nos efforts.

Les principaux objectifs de ma candidature sont :

**Favoriser l'émergence de stratégies macrorégionales et par bassin maritime ouvrant la voie vers une stratégie intégrée**

La Méditerranée est une immense ressource et un bien précieux qui rassemble tous les pays de la région. La coopération pour le développement socioéconomique durable, l'analyse et l'évaluation des ressources, l'observation, la surveillance et le contrôle sont absolument nécessaires, de même que la gestion des biens et des services et de projets phares communs et concrets. À cet égard, les stratégies macrorégionales et par bassin maritime (en développant des synergies de financement, d'intervenants et de politiques pour des actions communes) constituent des instruments cohérents qui peuvent aider ces pays et territoires à trouver des domaines concrets de coopération et à élaborer une meilleure approche des défis et opportunités communs.

Malgré la situation fragile et encore indéterminée qui règne en Méditerranée, les conditions sont en place, du moins pour une grande partie du bassin, pour aller de l'avant.

Une stratégie (ou initiative) maritime et un plan d'action pour la Méditerranée occidentale, fondé sur le concept de croissance bleue et les enjeux environnementaux liés à la mer, favoriseraient le développement économique et social dans la région. En outre, cela pourrait constituer la base d'une stratégie maritime intégrée dans le bassin, contribuant à la mise en œuvre de la déclaration ministérielle de l'Union pour la Méditerranée sur l'économie bleue.

Concernant les stratégies macrorégionales, une première étape importante a été franchie avec le lancement de la Stratégie européenne pour la région de l'Adriatique et de la mer Ionienne (EUSAIR), fondée sur une stratégie maritime de l'Union européenne pour la région qui pourrait constituer un projet pilote ou une composante essentielle d'une stratégie destinée à l'ensemble de la Méditerranée.



La région de Grèce-Occidentale a joué un rôle primordial dans la création de l'EUSAIR et participe actuellement à son conseil de direction en tant que présidente du groupe interrégional « Région adriatique et ionienne » du Comité des régions.

Cette expérience sera utilisée pour encourager une approche similaire dans toute la Méditerranée, dans la lignée des travaux déjà effectués par les précédentes présidences de la Catalogne et de PACA, les résultats des projets communs réalisés dans la région, et l'initiative maritime émergente de la Méditerranée occidentale.

Dans ce contexte, une coopération étroite avec les nombreux réseaux et institutions liés à la Méditerranée (UPM, ARLEM, CGLU, CESE, CoR, Parlement européen, Arc Latin, MedCities, PNUE, MedPAN, etc.) est absolument prioritaire.

La coopération entre les régions de Méditerranée doit être renforcée par des actions, des initiatives et des projets communs, et nous devons également concentrer nos efforts sur :

- Le suivi efficace de la nouvelle Politique européenne de voisinage (PEV) en favorisant la participation des régions. Cette politique, associée à l'Union pour la Méditerranée, constitue le cadre principal de coopération entre l'Union européenne et les pays de la rive sud.
- Les programmes de coopération territoriale européenne (CTE) opérant dans la région, notamment les programmes Interreg MED ou ADRION, et les programmes de coopération transfrontalière, tels que les IEV CTF Med.

Notre vision pour l'avenir, dans une perspective à long terme, reste une stratégie méditerranéenne intégrée (macrorégion) impliquant l'ensemble du bassin qui doit répondre aux besoins des régions et des citoyens et leur permettre de vivre dans la sécurité et de devenir plus compétitifs, prospères et écologiquement durables.

### **Crise des réfugiés : plus d'aide aux régions, et régions plus impliquées dans les processus de prise de décisions**

La crise des réfugiés a certainement été une sonnette d'alarme pour des questions administratives et politiques essentielles, trop longtemps négligées (contrôle des frontières, procédure d'asile, coopération internationale, etc.). Mais cette crise est une situation d'urgence humanitaire grave qui pose un sérieux défi tant pour le bien-être des réfugiés que de nos sociétés.

Jusqu'à présent, la réponse de l'Union européenne a été faible et les autorités locales et régionales méditerranéennes (ALR) affrontent seules cette crise humanitaire, de façon ponctuelle et sans les ressources et moyens nécessaires. En outre, en dépit de leur rôle essentiel face à cette crise, les ALR ne participent pas au dialogue politique.

En revanche, la CIM a réagi rapidement et a soutenu la création d'un groupe de travail intercommissions de la CRPM sur la migration, coordonné par la région de Sicile, la région Skåne étant chargée de l'information politique auprès du Bureau de la CRPM.

À partir de l'excellent travail accompli à ce jour par le GP Migration (lettre aux chefs d'États et de gouvernements, lettre à Jean-Claude Juncker, président de la CE, et rencontre avec ce dernier, campagne « Nous sommes tous méditerranéens », rencontre avec Martin Schulz, président du Parlement européen,



articles, etc.), la CIM continuera de contribuer à ses travaux en vue d'obtenir :

- Plus d'aide et de ressources pour les ALR, non seulement pour gérer la crise des réfugiés (accueil et intégration), mais également pour faire face à ses effets secondaires.
- Une plus forte participation des ARL au dialogue européen sur la crise et aux futures décisions de l'UE.
- Incorporation des ARL dans une solution européenne de gouvernance multiniveaux intégrée et, en fonction de leurs compétences, attribution de responsabilités en vue de compléter les missions des gouvernements nationaux.
- Une gestion efficace et durable des flux, dans le cadre d'une stratégie plus large concernant la Méditerranée, en relevant les défis de la communauté de destin qui unit les peuples de la région.

Par ailleurs, la CIM doit continuer de promouvoir le dialogue en Méditerranée, le dialogue entre les réfugiés et les sociétés qui les accueillent dans nos régions, ainsi que la coopération régionale, et instaurer plus de confiance et de solidarité.

#### **Développer une « Méditerranée des projets » et mobiliser les partenaires des pays n'appartenant pas à l'UE, en particulier les pays de la rive sud**

La Méditerranée offre suffisamment de possibilités prometteuses susceptibles d'être capitalisées : l'économie bleue, le secteur touristique (en particulier maritime, côtier et de croisière), le secteur de l'énergie, la beauté naturelle de la région, la cuisine et les produits locaux, le potentiel d'amélioration de la connectivité et du transport intermodal, la richesse du patrimoine culturel, historique et archéologique, la richesse de sa biodiversité, les défis à relever en matière 'environnement, etc.

Par conséquent, la promotion de la coopération entre les acteurs (notamment les ALR) du pourtour méditerranéen est un facteur essentiel pour surmonter les défis communs et exploiter les opportunités communes. De plus, cette coopération est propice aux conditions nécessaires à l'émergence rapide d'une macrorégion méditerranéenne.

Jusqu'à présent, la CIM, avec ses groupes de travail thématiques dirigés par les régions, a obtenu d'excellents résultats en mettant en œuvre et en soutenant des projets (Maremed, Coastgap, COM&CAP MarInA-Med, ELIH-Med, PLATFORMA, entre autres) qui renforcent les capacités dans la région, réduisent les inégalités et favorisent les synergies.

Les régions du pourtour méditerranéen sont certainement parmi celles qui, en général, rencontrent le plus de difficultés et sont les plus affectées par les différentes crises contemporaines (économique, réfugiés, etc.). En utilisant efficacement les fonds disponibles (ESI, IEVP, IAP, etc.), nous contribuons non seulement à la compétitivité de la Méditerranée, mais également à celle de l'Union européenne dans son ensemble.

L'objectif de la coopération par le biais de projets, d'actions et d'initiatives est de constituer un catalyseur qui permettra aux citoyens des deux rives de la Méditerranée de travailler ensemble pour rendre la région attractive pour la création d'emploi et la qualité de vie.

La CIM, avec ses groupes de travail thématiques, doit poursuivre et développer ses actions en recherchant et en lançant des projets visant à renforcer la cohésion économique, sociale et territoriale en



Méditerranée.

Dans ce contexte, une attention particulière doit être accordée à l'intégration et la participation de nouveaux partenaires des pays méditerranéens qui n'appartiennent pas à l'UE, tout spécialement les pays du Sud.

Au cours des précédentes présidences, notre réseau s'est considérablement élargi et plusieurs régions du sud de la Méditerranée ont rejoint la Commission interméditerranéenne. Au regard de la Politique européenne de voisinage révisée, la CIM doit poursuivre ses efforts d'extension aux autres rives de la Méditerranée et, par conséquent, renforcer la coopération politique et pratique (projets) avec les régions et autres acteurs territoriaux.

### **Favoriser l'émergence d'une citoyenneté méditerranéenne**

Les citoyens du pourtour méditerranéen, en particulier les jeunes, s'intéressent de plus en plus à la politique, à l'économie et à la culture de leurs voisins et réclament plus de démocratie et de liberté d'expression.

Il est donc essentiel d'informer la société civile sur ce que représente la coopération méditerranéenne pour les citoyens, en termes de valeur ajoutée, en renforçant l'identité et la réputation de la région méditerranéenne en tant que bien commun à protéger et à développer pour améliorer la qualité de vie des citoyens méditerranéens.

La Commission interméditerranéenne doit continuer de soutenir ce processus et encourager la participation active des jeunes méditerranéens dans la société civile et leur engagement politique.

La réussite de la création d'une macrorégion méditerranéenne dépend dans une large mesure de la mobilisation des citoyens en faveur de la Méditerranée et de l'émergence d'une identité méditerranéenne construite autour de nos valeurs et de notre espace partagés.

L'affirmation d'une citoyenneté méditerranéenne favorisera l'identité méditerranéenne, cruciale pour la construction d'un espace durable de paix, de développement solidaire et de prospérité.



## Apostolos Katsifaras



Apostolos Katsifaras est né en 1959 à Kalentzi, dans le district d'Achaïe, en Grèce. Il est marié et a deux enfants.

Après avoir reçu son diplôme en **Gestion et en Économie** de l'Institut technologique de Patras, il est nommé **cadre à l'Organisation nationale du tourisme grec**.

Après sa première élection à titre de **membre du conseil préfectoral d'Achaïe**, en 1994, il est réélu en 1998 et en 2002. Au cours de son mandat, il est nommé deux fois **vice-préfet** (1997-2000 et 2003-2004).

Aux élections nationales de 2004, 2007 et 2009, M. Katsifaras est élu **Membre du Parlement grec** représentant le PASOK (Parti socialiste). Entre octobre 2009 et les élections régionales de novembre 2010 il sert comme **membre de l'administration grecque** à titre de **sous-ministre de la Justice, de la Transparence et des Droits de l'Homme** (il quitte son poste en novembre 2010 pour préparer sa candidature à la présidence pour la région de la Grèce-Occidentale).

Après sa victoire aux élections régionales de novembre 2010, il devient **premier président élu (gouverneur régional)** de la nouvelle formation de la Grèce-Occidentale, de janvier 2011 à août 2014.

Au cours de son premier mandat à la présidence de la région de la Grèce-Occidentale, Monsieur Katsifaras occupe les fonctions suivantes :

- Vice-président de l'**Union des régions de la Grèce**
- Membre effectif du **Comité européen des régions (CdR)**
- Membre de la **Commission pour l'Enseignement, la Jeunesse et la Recherche (EDUC) du CdR**
- Membre de la **Commission pour l'Environnement, le Changement climatique et l'Energie (ENVE) du CdR** [jusqu'en décembre 2013]
- Membre de la **Commission sur la Politique de cohésion territoriale (COTER) du CdR** [depuis décembre 2013]
- Premier vice-président du **Groupe Interrégional Adriatique et mer Ionienne du CdR**
- Vice-président pour le développement durable du **Groupe des PSE du CdR**.

- Membre de la **Conférence des Régions Périphériques Maritimes d'Europe (CRPM)**
- Vice-président de la **Commission Interméditerranéenne de la CRPM** (*représentée par Monsieur Giorgos Aggelopoulos, vice-président du développement régional*)

En mai 2014, il remporte à nouveau l'élection régionale et est **réélu président du Région de la Grèce-Occidentale** pour un mandat quinquennal (1<sup>er</sup> septembre 2014 au 31 août 2019).

Pendant son second mandat présidentiel à la Région de la Grèce-Occidentale, M. Katsifaras occupe les fonctions suivantes :

- Membre du Conseil de l'**Union des Régions de la Grèce**
- Membre effectif du **Comité européen des Régions (CdR)**
- Membre de la **Commission pour la Politique sociale, l'Enseignement, l'Emploi, la Recherche et la Culture (SEDEC)** du CdR
- Membre du **Commission sur la Politique de cohésion territoriale (COTER)** du CdR
- Premier vice-président du **Groupe Interrégional Adriatique et mer Ionienne du CdR**. [*jusqu'à avril 2015*]
- Président du **Groupe Interrégional Adriatique et mer Ionienne du CdR** [*à partir d'avril 2015*]
- Vice-président du **Groupe des PSE du CdR**.
- Membre du **Conférence des Régions Périphériques Maritimes de l'Europe (CRPM)**.
- Vice-président du **Commission Interméditerranéenne de la CRPM** (*représentée par Monsieur Konstantinos Karpetas, Député pour les affaires européennes et internationales de la région*).





**HELLENIC REPUBLIC  
REGION OF WESTERN GREECE  
HEAD OF THE REGION**

Patras, 28 April 2016

*Ref.No.: 113809/1563*

**TO:** Mr. Davide STRANGIS  
*Executive Secretary of the Inter-  
Mediterranean Commission of the  
Conference of Peripheral Maritime  
Regions of Europe*

Dear Mr. Executive Secretary,

I have the honor of presenting you with my candidacy in response to the Call for Applications for the 2016-2018 Presidency of the Intermediterranean Commission (IMC) of the Conference of Peripheral Maritime Regions of Europe (CPMR).

Please find attached my statement of intents for the 2016-2018 mandate, as well as, my Curriculum Vitae, where you will find further information.

I would be most grateful if you could forward my program and my CV to all member regions of the IMC.

Yours sincerely,

Apostolos Katsifaras

Head of the Region of Western Greece

